

Déclaration de la LIT-QI

**Nous sommes avec la révolution libyenne et syrienne !
A bas l'intervention impérialiste !**

La révolution arabe continue à se développer. Même dans les pays comme l'Égypte et la Tunisie, où des gouvernements ou des régimes dictatoriaux ont été renversés, les processus sont toujours en cours. Ils trouvent leurs racines dans la lutte contre les dictatures qui ont duré 30 ou 50 ans, les terribles contradictions sociales entre l'extraordinaire richesse des ressources naturelles et la pauvreté de la majorité de la population et la corruption de ces régimes et gouvernements. Les effets de la crise économique internationale ont agi comme un détonateur, quand le chômage a augmenté en flèche, en particulier chez les jeunes, et que les prix des denrées élémentaires sont partis à la hausse. Dans le monde arabe, aucun pays n'a été épargné par le processus révolutionnaire. Cela a commencé en Tunisie, l'Égypte a suivi, le processus a pris de l'ampleur et s'est ensuite propagé en Libye, au Bahreïn, au Yémen et à toute la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, y compris la Syrie. Aujourd'hui toutefois, tous ces processus sont confrontés à une attaque de la contre-révolution qui se manifeste avec une grande virulence mais sous diverses formes et avec différents personnages.

La Syrie fait partie de la révolution arabe

La révolution arabe dans son ensemble exprime également la lutte contre le pillage impérialiste et contre Israël. La Libye et la Syrie ne sont pas à l'abri de ce processus. L'explication de leurs gouvernements (la lutte du peuple est en fait un « complot » contre les régimes qui « s'opposent à l'impérialisme ») est un mensonge complet. Malgré les discours, le président syrien Bachar el-Assad est aujourd'hui aussi un gardien de l'ordre et de la stabilité régionale. Ses frontières avec Israël sont les plus calmes de toute la région. Et Kadhafi, pour sa part, ne maintint même pas son discours anti-impérialiste quand la révolution éclata en Libye.

La lutte du peuple syrien se maintient depuis plus de 50 jours et de plus en plus de villes et de secteurs rejoignent le processus de lutte révolutionnaire contre la dictature des Assad (Bashar a hérité du pouvoir de son père Hafez, comme s'il s'agissait d'une dynastie), qui à son tour répond avec une violence croissante à la juste lutte de son peuple.

500 manifestants ont déjà été tués par la répression, qui n'hésite pas à utiliser des chars contre des civils non armés. Chaque jour, il y a des morts. Mais malgré la répression, la lutte continue de se propager, et les premiers indices de division au sein du parti au pouvoir et de l'armée apparaissent. Le gouvernement de Bashar el-Assad (dont la famille contrôle le pouvoir depuis quatre décennies) s'est installé en 2000, promettant des « réformes démocratiques ». Mais face à la lutte en cours, il a déchaîné une répression de plus en plus dure avec, outre des centaines de morts, des milliers de prisonniers.

Les États-Unis ne veulent pas que le régime syrien tombe car, comme en Israël, ils préfèrent rester avec « quelque chose de connu » pour s'opposer à la révolution syrienne. Même pour la Syrie, où le gouvernement tient un « discours » contre l'agression israélienne, la plus grande crainte est la « déstabilisation », autrement dit, les progrès de la révolution. Par conséquent, en Syrie, l'impérialisme répète ce qu'il a fait face à la révolution égyptienne et ce qu'il est en train de faire au Yémen, malgré les différences de « discours » et bien que le pays ait été considéré comme faisant partie de « l'axe du mal » jusqu'à il y a quelques années : il conseille des « réformes » et fait pression pour des « ouvertures », mais il ne table pas sur la chute du régime.

La réponse de l'impérialisme

Dans le monde arabe, l'impérialisme et les bourgeoisies nationales se trouvent à une croisée de

chemins : ils entament une contre-offensive contre-révolutionnaire face au processus révolutionnaire. En Libye, cette contre-offensive s'appuie sur une intervention militaire, avec l'aval de l'ONU ; à Bahreïn, sur l'invasion de soldats de l'Arabie saoudite ; au Yémen, sur une répression très forte du régime. La même chose se passe en Syrie, même si le régime se présente comme « l'opposition » au sionisme et à l'impérialisme.

Quelle est la politique de l'impérialisme face à la révolution arabe ? Il essaye de garder le contrôle et la stabilité dans la région, avec des régimes qui assurent « l'ordre ». La révolution arabe menace la base de cet « ordre » et cette « stabilité » impérialistes à cause de sa lutte contre les régimes qui font explicitement partie de l'appareil ou contre ceux qui, au-delà d'une certaine rhétorique, contribuent effectivement à son maintien.

Pour l'impérialisme, la plus grande menace actuelle est la possibilité que le processus s'étende en Arabie saoudite, premier producteur mondial de pétrole et « garantie » de son approvisionnement international. Parallèlement, une menace pèse sur l'existence de l'enclave militaire impérialiste en Israël, dont la « stabilité » est aujourd'hui mise en cause sur toutes ses frontières (l'Egypte, la Syrie) et par la relance de la lutte palestinienne, malgré la collaboration de l'ANP.

Il y a donc, dès le début de la révolution arabe, une peur profonde de l'impérialisme et du sionisme que le processus ne mette fin aux dictatures qui, comme en Arabie Saoudite, garantissent la production de pétrole ou, comme en Egypte, contribuent à la « sécurité » d'Israël. Et s'il s'avère impossible d'empêcher que le régime ne tombe, il faut alors qu'il soit remplacé par un autre qui assure également ces enjeux fondamentaux.

Avec cet objectif de maintenir l'ordre et de prévenir la déstabilisation totale de la région, l'impérialisme met en œuvre des tactiques et des politiques différentes selon les pays. Jusqu'à présent, il soutient Assad en Syrie. En Libye, il avait reconstitué ses relations avec Kadhafi et avait soutenu son régime jusqu'à ce que le soulèvement populaire et la guerre civile initiée par Kadhafi aient complètement déstabilisé le pays et menacé l'acheminement du pétrole vers l'Europe. A Bahreïn, il a soutenu l'invasion des troupes saoudiennes afin que celles-ci freinent, pour le moment, la révolution par une répression féroce.

A bas l'intervention impérialiste en Libye !

L'intervention militaire impérialiste en Libye se fait, précisément, parce qu'à partir de la perte de contrôle du pays par Kadhafi et l'explosion de la guerre civile, des comités populaires se sont organisés, se sont armés, ont expulsé l'armée de Benghazi et d'autres villes, et ont provoqué une scission dans les forces armées, rendant pratiquement impossible une stabilisation du pays avec Kadhafi au pouvoir. C'est aujourd'hui l'impasse parce que les rebelles, vu leur faiblesse militaire, ne sont pas parvenus à renverser Kadhafi qui de son côté, malgré les armes modernes que l'impérialisme lui a fournies dans le passé, n'est pas parvenu à mettre en échec les rebelles. Depuis des semaines, le front militaire est pratiquement au point mort.

L'impérialisme tire parti de cette situation et intervient sous prétexte de « sauver des vies » et de « maintenir la paix ». Pourquoi l'impasse militaire ne cesse-t-elle pas, en dépit de l'intervention impérialiste ? Un aspect central est la caractéristique de l'intervention. L'impérialisme n'a pas envoyé de troupes au sol mais attaque, par le biais de l'OTAN, avec la force aérienne et des missiles à partir de navires à proximité. Même la France et la Grande-Bretagne n'ont pas osé, jusqu'à présent, envoyer des troupes en territoire libyen.

Quelle en est la raison ? Le cadre est la crise politique, ouverte avec la défaite du projet de Bush. Au sein de la bourgeoisie impérialiste des Etats-Unis, il y a une profonde discussion sur ce qui est et n'est pas d'un « intérêt vital » pour les Etats-Unis dans la région. Dans ce contexte, la proposition de secteurs importants fut de laisser le « fardeau » de l'intervention en Libye entre les mains des Européens. Et on discute même de « refiler » la guerre en Afghanistan aux nouveaux « partenaires » (comme la Russie, la Chine, l'Inde et même l'Iran).

C'est le « syndrome de l'Irak » (le résultat militaire désastreux de l'invasion de ce pays et l'usure qu'elle a causée à l'administration Bush) qui donne lieu à une nouvelle politique d'évitement des

interventions militaires au sol. Citons, comme exemple, les déclarations du secrétaire à la défense d'Obama, Robert Gates, qui a dit « qu'une nouvelle intervention de troupes au sol serait impensable. Si un ministre de la Défense le proposait, il devrait être placé dans une maison de fous. » Ils utilisent donc des missiles, des avions et des drones.

Le Conseil national libyen

D'autre part, la faiblesse principale du camp rebelle est sa direction, le soi-disant Conseil national libyen, avec siège à Benghazi. Il faut dénoncer le fait que ce dernier fait le jeu de l'impérialisme : il appelle à davantage d'intervention, négocie avec les gouvernements impérialistes et permet ainsi à Kadhafi de se poser en « victime » de l'agression impérialiste. En outre, l'impasse - et, de ce fait, les souffrances continues de la population des villes libyennes - donne de l'espace à l'impérialisme pour proposer d'intervenir dans le pays sous le prétexte hypocrite de « sauver des vies », en cherchant une « solution politique ».

Le Conseil est composé principalement de personnalités qui ont fait partie des gouvernements de Kadhafi, comme Mustafa Abdul Jalil, ancien ministre de la Justice, qui a démissionné pour se joindre aux protestations, et le général Omar al-Hariri, qui avait pris ses distances avec Kadhafi en 1975. L'absence d'une direction dans le camp des rebelles a donné de l'espace à ces anciens collaborateurs de Kadhafi. L'impérialisme utilise la demande du Conseil national et sa collaboration pour justifier les bombardements qui tuent un nombre croissant de civils, y compris des partisans de la révolution libyenne.

En même temps, l'OTAN refuse de fournir des armes modernes et appropriées aux rebelles, parce qu'elle doute que ceux-ci puissent contrôler leur base. Selon l'agence Al-Jazira, il y a parmi eux un grand nombre de militants qui ont joué un rôle important dans des combats précédents contre les Etats-Unis en Irak au cours de l'occupation impérialiste de ce pays.

La « solution » de diviser le pays

L'impérialisme a lancé une proposition qui a déjà été appliquée dans les Balkans (Yougoslavie) dans les années 1990. A cette époque, face à la guerre civile, l'OTAN est intervenue en premier lieu, et l'ONU par la suite, au nom de la « paix », transformant ainsi le Kosovo en protectorat de l'ONU.

Profitant de la paralysie sur le plan militaire, l'ONU et l'OTAN ont l'intention de parvenir à un cessez-le-feu et d'imposer une division du pays - d'une part la Tripolitaine et d'autre part la Cyrénaïque (la région orientale avec Benghazi comme capitale) - avec maintien de troupes de l'ONU pour protéger les nouvelles frontières. Si cela arrive, ce sera une grave défaite de la révolution libyenne et de toute la révolution arabe, avec des conséquences néfastes pour toutes les révolutions dans le monde arabe.

Une intervention de l'impérialisme comme « garant de l'ordre » avec l'accord des deux parties constituerait un précédent dangereux. Tout comme en Egypte et en Tunisie, les masses ont montré qu'elles pouvaient renverser leurs gouvernements détestés et soutenus par l'impérialisme. Dans ce cas, une intervention en Libye donnerait le signal que l'impérialisme a fini par gagner du poids, en intervenant dans un processus révolutionnaire et en obtenant une base politique propre dans une zone stratégique, fondée sur **l'acceptation** des deux parties.

La révolution arabe, une ligne de démarcation

Face à la révolte arabe, le courant de Castro-Chavez a montré qu'il s'oppose à la révolution la plus importante de ces vingt dernières années. Ce courant a soutenu Kadhafi dès le début, mais après l'intervention de l'OTAN, il a essayé de justifier son soutien au dictateur, affirmant que l'essentiel était de lutter « seulement » contre l'intervention.

Maintenant, en Syrie, plusieurs semaines après que le peuple syrien est descendu dans la rue, pacifiquement mais avec détermination, et a été massacré, les gouvernements Castro-Chavez et

leurs partisans s'empresstent aussi de défendre Assad. En Syrie, il n'y a pas d'intervention impérialiste. En l'absence de cette excuse, il est clair qu'ils soutiennent ces dictatures, justifiant cette politique au nom de leur résistance présumée à l'impérialisme et à Israël. Mais nous avons vu qu'il s'agit d'un mensonge, à la fois dans le cas de Kadhafi et dans celui du gouvernement syrien.

Le Hezbollah soutient le massacre du gouvernement syrien

Les mouvements de résistance dirigés par les secteurs islamistes sont également mis à l'épreuve. Au Liban, le Hezbollah, qui a gagné un grand prestige pour avoir infligé une défaite militaire et politique à Israël en 2006, a tardé à soutenir la révolution libyenne et soutient maintenant ouvertement Assad.

Pourquoi ? A cause de ses engagements avec les bourgeoisies syrienne, iranienne et libanaise. Ils avancent les mêmes raisons que les partisans de Chavez. Dans ce cas, ils disent que la révolution du peuple syrien est en réalité un « complot » de politiciens sunnites libanais soutenus par l'impérialisme. Ils ont introduit au Liban la polarisation pour ou contre Assad. Ils utilisent ainsi l'autorité politique acquise dans la résistance contre Israël afin de soutenir une dictature qui a déjà trahi plusieurs fois la lutte palestinienne et celle du Liban lui-même, et ils sèment la confusion dans la tête de milliers de militants qui regardent les révolutions populaires à la recherche d'une nouvelle référence de lutte.

La gauche pro-impérialiste

Au pôle opposé se situent les personnages de « gauche » qui soutiennent et défendent l'intervention militaire impérialiste en Libye. C'est le cas d'Ignace Ramonet, directeur du Monde Diplomatique (un des promoteurs du Forum Social Mondial et de sa politique « un autre monde est possible » sans vaincre le capitalisme) et de Gilbert Achcar, le principal point de référence du soi-disant Secrétariat Unifié (SU) pour les questions sur le Moyen-Orient. Ramonet a ainsi écrit : « *En ce moment, l'ONU est la seule source de légalité internationale* ». Et Achcar : « *ce serait moralement et politiquement erroné de la part de la gauche de s'opposer à la zone d'exclusion aérienne* ».

Il s'agit d'une politique criminelle qui soutient « par la gauche » le discours impérialiste de l'intervention « pour défendre la démocratie ». Avec leur position, ces personnages et ces courants approuvent les bombardements et les pertes civiles qu'ils produisent. Ils aident l'impérialisme à mettre des troupes dans la région et créent l'illusion parmi les masses et les militants libyens et arabes que l'intervention militaire est en faveur de leur lutte et est là pour la soutenir.

Il n'y a pas un « mauvais » impérialisme à Bahreïn et un « bon » en Libye. Toute l'action de l'impérialisme dans la région est contre-révolutionnaire, même si, nous le réaffirmons, il est forcé d'agir avec des tactiques différentes.

Dans le monde arabe, il y a le camp de la révolution, à savoir la lutte révolutionnaire des masses, et celui de la contre-révolution, composé par l'impérialisme, les bourgeoisies nationales associées, les régimes dictatoriaux et leur répression, ainsi que toutes les manœuvres faites pour contenir et détourner la révolution quand celles-ci ont réussi à renverser ces régimes.

Notre position

Nous sommes avec les masses arabes, pour la victoire de la révolution. Et donc, face à ces deux positions également criminelles, d'appeler les masses à capituler face aux dictatures, ou de capituler face à l'impérialisme soi-disant « démocratique », la LIT-QI affirme :

Non à l'intervention militaire impérialiste, que ce soit par l'OTAN ou par l'ONU !

Non à la division de la Libye !

Non aux « plans de paix » négociés par l'ONU !

A bas Kadhafi en Libye, à bas Assad au Liban et à bas Saleh au Yémen ! A bas toutes les dictatures dans le monde arabe !

Vive la révolution arabe ! Vive la révolution en Libye et en Syrie !

São Paulo, le 12 mai 2011

Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI)